

# DONALD JOHNSTON

Président de la fondation McCall McBain, ancien secrétaire général de l'OCDE

## Bertrand COLLOMB

Donald Johnston, vous êtes l'ancien secrétaire général de l'OCDE. Vous êtes également président d'une grande fondation européenne. Malgré le fait que vous soyez le seul Nord-Américain sur ce panel, vous m'avez dit vouloir parler de l'Europe.

## Donald JOHNSTON

Tout à fait, je veux parler exclusivement de l'Europe. Laissez-moi dire ceci pour commencer : je veux parler de l'Europe et des raisons pour lesquelles l'unité et la force européennes sont essentielles à la gouvernance globale. Nous avons eu une discussion intitulée « L'Union européenne : quelle suite ? » Je veux parler un peu de cela : la suite. Tout le monde admet que l'existence même de l'Union européenne est l'une des initiatives les plus créatives et remarquables de politique sociale, économique et idéologique de l'histoire quand on considère les circonstances violentes dans lesquelles elle a émergé. Nombre d'entre vous sont trop jeunes pour s'en souvenir, mais lorsque j'ai vu les prémices de l'Europe en 1949, elle commençait à peine à émerger des ravages de la Seconde Guerre mondiale. Vous ne pouvez imaginer le miracle que fut l'évolution de l'Europe dans l'après-guerre. On l'oublie trop souvent.

Je ne pense pas que les eurosceptiques comprennent vraiment le chemin que l'Europe a parcouru sur une si courte période et semblent tout à fait prêts à la voir s'effondrer. Je vais revenir sur ce point car l'euroscepticisme est l'un des véritables problèmes que j'ai avec de nombreux commentateurs.

J'ai été inspiré par un texte sur lequel je suis tombé par hasard, écrit par l'historien H.A.L. Fisher en 1936. C'était un historien britannique d'Oxford, et il a écrit ce texte sur l'Europe à cette époque.

Il commence par décrire les efforts pour unifier l'Europe à travers l'histoire : les échecs des Romains, de l'église catholique, de Napoléon et, de son vivant, de la Russie communiste. Cette dernière initiative était une source d'inquiétude dans les années 30. Voici ce qu'il écrit :

« Depuis le premier siècle de notre ère, le rêve d'unité a plané au-dessus de la scène et hanté l'imagination des hommes d'État et des peuples. Il n'y a pas non plus de question plus pertinente pour le bien-être futur du monde que de savoir comment les nations d'Europe, dont les différences sont si nombreuses et si profondes, peuvent être combinées au mieux dans une organisation stable pour la poursuite de leurs intérêts communs et l'évitement des conflits ».

Malheureusement, Fisher est mort pendant la guerre, donc il n'a jamais eu l'occasion de voir son rêve se réaliser. Nous si. Commençons par le remarquable Jean Monnet et la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951. C'était la première construction d'une Europe unifiée, d'où tout le reste est né. C'était le gland qui s'est transformé en chêne majestueux. Cependant, laissez-moi attirer votre attention sur le langage du communiqué du gouvernement français lors du lancement de la CECA en 1951. Il dit : « La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne ».



Ce terme de « fédération » dans le contexte de l'Europe n'est pas toujours populaire de nos jours, mais je veux y revenir car je pense qu'il devrait l'être. La CECA était la première construction supranationale de la Communauté économique européenne qui devint l'Union.

De l'autre côté de la mare, je me retrouve entouré de nombreux eurosceptiques qui semblent se réjouir de l'existence du Brexit, et ils parlent avec enthousiasme du démantèlement de l'UE.

J'ai été profondément troublé par un article récent paru dans *Foreign Affairs*. Il a été écrit dans l'édition estivale par un distingué professeur de l'université John Hopkins. Ce qu'il a écrit m'a choqué autant que le résultat du référendum sur le Brexit. Le Pr Jakub Grygiel dit ceci :

« Le côté positif de la crise de l'UE créée par le Brexit sera un retour à des États indépendants et souverains dans toute l'Europe ».

Pour qui cela va-t-il être positif ? Cela peut éliminer la concurrence du plus grand marché unifié qui ait jamais existé, l'Europe. Donc évidemment, c'est un côté positif pour ses concurrents. Cela pourrait potentiellement recréer la possibilité de guerres futures sur le continent, ce que cette grande expérience européenne avait pour but de prévenir, et qu'elle a réussi. Certains de ses commentaires semblent vouloir créer une impression douteuse des attitudes des Européens.

Voici des extraits de son raisonnement.

« Une Europe d'États nationaux nouvellement affirmés serait préférable à l'Europe décousue, inefficace et impopulaire d'aujourd'hui. Il y a de bonnes raisons de croire que les pays européens réussiraient mieux à gérer la Russie, la crise des migrants et la lutte contre le terrorisme chacun à sa façon qu'ils ne l'ont fait sous les auspices de l'UE. »

Quelles bonnes raisons ? Comment peut-on penser que ces bonnes raisons ne sont pas venues à l'esprit de Jean Monnet et des autres qui ont construit ce qui a été, comme je l'ai dit, l'un des plus grands succès de l'histoire. Je trouve cette attitude effarante. *Foreign Affairs* est très prestigieuse et a beaucoup d'influence. L'auteur explique en longueur pourquoi cette situation serait meilleure, sans jamais mentionner un des nombreux succès de l'Union. L'euro en est un, et la recherche et développement qui dépassent en Europe ceux des États-Unis en sont un autre. Il y a de nombreux succès. On n'entend pas parler de ça. Dans tous les cas, on n'entend pas parler de ça au Canada ni aux États-Unis.

Un mot sur le Brexit à présent. Il n'y avait qu'un pays, le Royaume-Uni, où les sondages montraient véritablement qu'une majorité soutiendrait une sortie de l'UE. Il y a de nombreux commentaires dans la presse et ailleurs disant que le Royaume-Uni n'est pas vraiment le genre de membre qui a originellement participé à la construction de l'Union. Nous savons que le Royaume-Uni a toujours été un membre réticent.

Martin Wolf a écrit que David Cameron avait tenté un énorme pari et avait perdu. Il dit que c'est probablement l'événement singulier le plus catastrophique dans l'histoire britannique depuis la Seconde Guerre mondiale. Vous êtes nombreux à connaître Martin Wolf et c'est une déclaration plutôt forte venant de lui.

Il a ensuite dit, « Le Royaume-Uni ne sera peut-être pas le dernier pays à subir un tel tremblement de terre. On voit des mouvements similaires partout, alors qui va suivre le Royaume-Uni et sauter de la falaise ? »

Les sondages suggèrent que cela ne va pas se produire, bien qu'on en entende beaucoup parler, et il est très important que cela n'arrive pas, pour de nombreuses raisons.



Un commentaire dans le *New York Times* a mentionné que le Royaume-Uni n'est pas un membre typique de l'Union, comme je l'ai dit. Le Professeur Grygiel a également mentionné la force du patriotisme, en particulier en parlant de l'attachement des peuples des États-membres à l'UE. Vous vous souvenez peut-être que c'est une remarque à laquelle Madame Guigou a répondu

...lorsqu'elle [Madame Guigou] a dit qu'il faut que l'Union et le peuple se sentent plus proches...

Ce patriotisme européen doit être renforcé, et je pense qu'il le sera. En fait, j'étais dans un panel avec Carl Bildt et d'autres il y a juste un mois en Corée, et Bildt a avancé qu'il y a des preuves que la possibilité du Brexit ait renforcé l'attachement des Français, des Allemands et des autres à l'Union elle-même. Bien sûr, ces peuples sont critiqués à l'égard de l'Union, mais il ne faut pas confondre critique et envie de sortir. C'est très important, et il n'y a pas de sondages qui montrent qu'une majorité des membres restants veuille quitter l'UE.

Mon point suivant peut sembler controversé. Le Brexit peut avoir des effets positifs si le Royaume-Uni part effectivement, car le Royaume-Uni a été un problème pour l'Union. Je dis cela à cause d'un commentaire de Jacques Delors dans *Handelsblatt* en 2012. Jacques Delors a consacré une grande partie de sa vie au rêve européen, que ce soit dans ses nominations publiques ou par sa fondation à Paris. Voici ce qu'il a dit en 2012 à *Handelsblatt*.

« Si les Britanniques ne peuvent soutenir la tendance d'intégration en Europe, nous pouvons néanmoins rester amis, mais sur une base différente. Je peux imaginer un forum comme l'Espace économique européen ou un accord de libre-échange. Ce serait une issue heureuse si le Brexit venait à se produire. »

Je ne sais pas si cela va effectivement se produire, malgré les commentaires de John Kerr, mais les véritables bénéficiaires du Brexit pourraient bien être les membres restants et à venir. Ils seront inspirés par des personnes de la qualité et de l'expérience de Jacques Delors.

Il y a les membres du Groupe Spinelli, qui a été fondé en 2010 pour être un réseau d'hommes politiques, individus, écrivains et penseurs. Ils tentent de relancer l'élan vers une structure fédérale de l'UE. Il y a aussi des preuves que l'attachement des États membres à l'Europe, comme je l'ai dit, a été renforcé. En tout cas, c'était l'opinion de Carl Bildt.

Ce que le Groupe Spinelli envisage ne serait pas acceptable pour le Royaume-Uni. Ce serait impossible, car le Royaume-Uni souhaite des réformes dans la direction opposée, vers plus de décentralisation, pas vers plus d'intégration. Je ne pense pas que ce soit le but de l'Europe. Elle n'a jamais été prévue pour être un ensemble décentralisé d'états-nations souverains. Cela remonte, comme je l'ai dit, à la Communauté européenne du charbon et de l'acier qui envisageait une structure fédérale.

Je veux également rappeler Maggie Thatcher à votre bon souvenir, celle qui semble avoir inspiré le parti conservateur. Je sais qu'elle n'est plus là depuis longtemps, mais elle a prononcé un célèbre discours à Bruges, vous vous en souvenez peut-être, qui est resté dans les esprits pendant longtemps. Elle a dit beaucoup de choses, mais il y a un point que je vais répéter ici : « Certainement, nous voulons voir une Europe plus unie et avec un plus grand sens du but commun. Cependant, cela doit se faire d'une façon qui préserve les différentes positions, pouvoirs parlementaires et sentiments de fierté nationale en son pays. Car ce sont là les sources de la vitalité de l'Europe depuis des siècles. »

On peut difficilement voir cela comme une adhésion à plus d'intégration, certainement pas à une fédération, car les pleins pouvoirs parlementaires sont complètement incompatibles avec une structure fédérale. Elle aurait pu ajouter qu'en fait, les éléments qu'elle souhaitait préserver sont également les éléments qui ont été la source de conflits sanglants tout au long du millénaire. Ces conflits comprennent trois guerres entre la France et l'Allemagne dans les 70 ans entre 1870 et 1939.



Mon opinion, c'est qu'aucun pays européen seul ne sera jamais un acteur mondial majeur en revenant à un statut d'État-nation, ainsi que préconisé par ce professeur. En fait, Carl Bildt a mentionné qu'à mesure que d'autres pays gagnent en importance économique, même l'Allemagne n'aurait plus sa place dans un nouveau G8. Si l'Europe veut avoir de l'influence sur la scène mondiale en tant que plus grand bloc économique de l'histoire et aider à mener la planète vers un meilleur futur économique et social, cela ne peut se produire sans qu'elle soit forte et unifiée. Je crois que l'Europe devrait jouer ce rôle en allant petit à petit vers une structure fédérale flexible.

**Bertrand COLLOMB**

Thank you for that invigorating speech in favour of Europe. We could use that, and maybe Hubert Védrine would like to comment at the end of the panel on this view of Europe.